



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère chargé de  
la mer et  
des transports

## Demande d'inscription à une option de base du permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur



N° 14681\*01

**Eaux maritimes :**      option « côtière »                      
**Eaux intérieures :**    option « eaux intérieures »                   

Décret n° 2007 - 1167 du 2 août 2007 modifié - Arrête du 28 septembre 2007 modifié

### Identification du demandeur

Madame                     Monsieur

.....  
Nom de famille                    (suivi du nom d'usage s'il y a lieu)                    Prénoms (au complet dans l'ordre de l'état-civil)  
Né(e) le ..... A .....  
Nationalité .....  
Adresse complète :  
Numéro ..... Extension ..... Nom de la voie .....  
Code postal ..... Localité ..... Pays .....  
Téléphone ..... Courriel .....

Numéro du candidat(e) ..... (renseignement à fournir par l'établissement de formation)

### Composition du dossier d'inscription

- La présente demande complétée
  - Un timbre fiscal correspondant au droit d'inscription
  - Un timbre fiscal correspondant au droit de délivrance **(1)**
  - Une photocopie d'une pièce d'identité
  - Un certificat médical de moins 6 mois selon le modèle défini (arrêté du 18/9/2207 annexe VI)
  - Une photographie d'identité récente et en couleur (2)
  - Le cas échéant, l'original du ou des permis mer et/ou fluviaux déjà obtenus
- (1)** Pour les candidats déjà titulaires d'un permis maritime ou fluvial, seul le droit d'inscription est exigé  
**(2)** Les titulaires d'un permis délivré après le 1<sup>er</sup> janvier 2008 en sont dispensés

Je soussigné(e), candidat(e), déclare sur l'honneur que les renseignements de la présente demande sont exacts

Fait à : .....

Le, .....

Signature

Timbre fiscal correspondant  
au droit d'inscription (38€)

.....

(à coller ici par le demandeur)

Timbre fiscal correspondant  
au droit de délivrance\* (70€)

.....

(à coller ici par le demandeur)

\* Sauf candidat(e) déjà titulaire d'un permis plaisance

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses faites à ce formulaire par les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant auprès de l'organisme géographiquement dépendant où la demande a été déposée.